

2 € n° 204

30.04.2004

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

C'est le gouvernement
qu'il faut recalculer!



Appel contre la privatisation de l'assurance maladie Pour une réforme alternative du système de santé

Les mois qui viennent risquent d'être décisifs pour l'avenir de l'assurance-maladie. Le gouvernement, toujours dans la logique des propositions du Medef, s'appête à dévoiler son plan de réforme. Au nom d'une augmentation des dépenses de santé, présentées comme " incontrôlables ", il avance trois objectifs :

-1) réduire les dépenses publiques de santé
-2) élargir le rôle de complémentaires de santé dominées par une logique assurantielle au détriment de la logique de solidarité de la sécurité sociale

-3) mettre en concurrence l'assurance-maladie avec les mutuelles et les assurances privées.

En réalité, le déficit de l'assurance-maladie trouve sa cause d'abord dans l'insuffisance des recettes due notamment au chômage et aux pressions sur les salaires. Il sert de prétexte pour promouvoir la privatisation du système de santé et de protection sociale. Nous nous dirigeons ainsi vers la définition d'un " périmètre des soins remboursables ", en d'autres termes un " panier de soins " qui renforcera la limitation de la couverture maladie de base. Cette proposition ouvrira la porte de la privatisation et institutionnalisera un système de santé à plusieurs vitesses. De larges pans de l'assurance-maladie seront jetés en pâture aux assurances. Celles-ci couvrent le risque en fonction de la cotisation payée. A l'inverse, avec la sécurité sociale chacun cotise en fonction de ses revenus et reçoit en fonction de ses besoins, avec un niveau de protection égal pour tous.

Le plan hôpital 2007 poussera à la privatisation de pans entiers de l'hôpital public et à l'adoption des critères de gestion du privé, comme le soulignent les syndicats de médecins et d'hospitaliers. La " tarification à l'activité " favorisera les établissements hospitaliers privés à travers un financement public. On ira vers une sélection des malades. Les déremboursements de médicaments n'affecteront que les usagers ; les " génériques " ne permettront que de rares économies, alors que la liberté des prix pour les médicaments qualifiés " d'innovants " vise à augmenter encore les profits de l'industrie pharmaceutique. De plus, la remise en cause de l'Aide Médicale d'Etat et l'accès à la CMU rendu plus difficile aggravent la situation des plus démunis.

Les menaces de privatisation n'ont nullement été dissipées par le rapport du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie. L'analyse des véritables causes de la crise d'efficacité du système de santé reste à faire. Répondre aux nouveaux besoins de santé nécessite de les évaluer au plus près, pour prendre en compte le vieillissement, pour s'attaquer aux inégalités de santé,

garantir l'accès de tous aux progrès médicaux et promouvoir la santé publique.

Une véritable réforme doit se fixer comme priorité de lutter, dans le cadre d'une promotion d'ensemble, contre les inégalités d'accès aux soins, notamment par le relèvement des taux de remboursement de la couverture de base pour aller vers la prise en charge complète des soins.

Cela oblige à poser avec force la question du financement.

Le principe de la cotisation sociale assise sur les salaires assure le lien avec l'entreprise, lieu où se créent les richesses. Sur cette base, des pistes alternatives devraient permettre d'accroître de manière durable les rentrées de cotisations avec la croissance réelle de l'économie. Relever la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée qui a baissé de plus de 10 points en 20 ans augmenterait les ressources de la sécurité sociale. Face à l'urgence, il faut un relèvement immédiat du taux des cotisations patronales. Pour régler sur le long terme le problème du financement, il faut pouvoir s'appuyer sur le développement de l'emploi, de la formation et des salaires. Pour aller dans ce sens, est soumise au débat une piste : l'idée d'une modulation des taux de cotisations patronales, avec l'objectif que la contribution de toutes les entreprises augmente. Celles qui licencient et compriment les salaires se verraient appliquer un taux de cotisation élevé, alors que celles qui développent l'emploi, les salaires et la formation se verraient appliquer un taux de cotisation plus bas, mais sur une masse salariale élargie.

La question du financement mérite un vrai débat. Il est à l'heure actuelle interdit. Le financement du système de santé par la CSG est particulièrement inéquitable, puisque près de 90% des recettes proviennent des revenus du travail et qu'elle taxe de manière très insuffisante les revenus du capital. Les exonérations de cotisations patronales dites sur les " bas salaires " atteignent désormais près de 20 milliards d'euros, dont une part n'est pas compensée. Cette subvention aux entreprises ne crée pas d'emplois, tire l'ensemble des salaires vers le bas et réduit les ressources de la Sécurité sociale.

Cette réforme structurelle aurait un effet progressif. Dans l'immédiat nous proposons que les revenus financiers des entreprises et des institutions financières (165 milliards d'euros en 2002) soient mis à contribution au même niveau que les salaires. Leur appliquer le taux de cotisation patronale à l'assurance-maladie apporterait plus de 20 milliards d'euros par an au régime général. D'autres mesures sont applicables immédiatement, comme créer un fonds de garantie pour les dettes patronales et soumettre à cotisation l'épargne salariale. Le financement public de la santé, hôpital, enseigne-

ment, recherche, doit aussi être étendu et relevé, alors que ces dépenses reposent actuellement pour l'essentiel sur l'assurance maladie. Ces problèmes se posent dans un contexte marqué par le carcan du pacte de stabilité européen et de la Banque centrale européenne, ainsi que par la menace que fait peser l'accord général sur le commerce des services (AGCS)

Une réforme de progrès du système de soins est indispensable. Afin d'assurer une prise en charge globale du malade, la médecine en réseau permet une meilleure coordination des professionnels de santé. Il conviendrait notamment de développer les réseaux ville-hôpital. Le système de santé doit être réorienté vers la prévention et s'attaquer réellement aux inégalités sociales face à la maladie. Pour restaurer l'efficacité de l'hôpital public en termes de qualité des soins et de proximité, un plan d'urgence est nécessaire pour le développement de l'emploi et la formation des personnels. Il faut sortir du numerus clausus pour toutes les professions de santé et résorber les disparités régionales en matière de démographie médicale. Pour que l'assurance-maladie cesse d'être la " vache à lait " de l'industrie pharmaceutique, et que celle-ci soit mise au service des malades partout dans le monde, nous posons la question d'une forme de contrôle public et social de cette industrie qui permette une véritable politique du médicament.

Il faut rétablir l'élection des conseils d'administration de la sécurité sociale par les assurés sociaux. Une démocratie sociale dans le système de santé appelle aussi, avec des pouvoirs nouveaux d'intervention de tous les personnels et usagers, mais aussi dans toutes les entreprises, une démocratie sanitaire apte à exprimer les besoins de santé des populations, avec la reconnaissance du rôle des associations de malades et des malades eux-mêmes.

Nous refusons que les principes de solidarité du système de santé soient bradés au bénéfice des assureurs complémentaires, des assurances privées comme des capitaux privés qui comptent s'investir dans l'offre de soins.

NE PAS LAISSER FAIRE LA CONTRE-REFORME QUI S'ORGANISE, REFUSER L'INSECURITE SOCIALE, C'EST FAIRE DES PROPOSITIONS ALTERNATIVESAUDACIEUSES.

Il est urgent que les forces de progrès, les syndicats de salariés, les acteurs du système de santé et les usagers interviennent. Il s'agit d'empêcher que la contre-réforme libérale du système de santé soit imposée, comme celle des retraites, par une majorité parlementaire se prononçant contre les aspirations majoritaires de la population. n

Pour signer cet appel :
www.fondation-copernic.org

Oui, l'autogestion !

La raclée électorale n'aurait-elle servi à rien ? A l'évidence, en tout cas, elle n'a pas suffi à infléchir de façon sensible la politique de régression sociale du gouvernement. En affirmant leur volonté de poursuivre " l'adaptation de la France ", comprendre sa soumission aux dogmes libéraux de l'Union Européenne et aux desiderata du MEDEF, le Président de la République et son gouvernement entendent dans les semaines qui viennent :

- accélérer la privatisation des services publics, et notamment imposer le changement de statut d'EDF,
- remettre en cause les bases mêmes du système de la sécurité sociale où les besoins de santé déterminent le niveau de prise en charge,
- réduire les aides publiques aux victimes de la course aux profits que sont les chômeurs.

Pour y parvenir, le MEDEF et la droite, avec la complicité bienveillante d'une presse dont ils s'assurent progressivement le contrôle financier, essaient de convaincre qu'il n'existe pas d'alternative à de tels choix. En clair, le droit des actionnaires l'emporterait sur le droit à l'existence, la logique des profits sur celle des besoins et l'égoïsme privé sur le bien public. Nous pensons très exactement le contraire. Nous ne sommes pas les seuls, tant en France que dans le reste de l'Europe et dans le monde : en témoigne le développement de la gauche anti-libérale, syndicale, associative et politique, et des mouvements altermondialistes. Car le capitalisme n'est nullement l'horizon indépassable du développement de l'humanité : construire une alternative anticapitaliste et antiproductiviste n'est pas seulement nécessaire mais aussi réaliste.

Dans les luttes,

C'est la priorité. Et la lutte inachevée en défense des retraites a montré que nos adversaires de classe étaient prêts à mettre la barre très haut. Des millions de manifestant/e/s dans la rue n'ont pas suffi à préserver le système de retraite. Il faut donc se préparer, nous aussi, à monter d'un cran le niveau de la mobilisation, de l'auto-organisation, contre la déconstruction de la sécurité sociale et toute nouvelle privatisation des services publics et pour défendre l'emploi. Pour les Alternatifs, la perspective d'une grève nationale interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire. Elle doit s'appuyer sur des contre-projets permettant de tisser de nouvelles solidarités entre générations, entre salariés des services publics et usagers.

Dans les urnes,

Dans quelques semaines vont se tenir les élections au Parlement européen : l'occasion non seulement de confirmer les baffes politiques de mars, mais surtout d'affirmer fortement l'urgence de rompre avec les seules véritables boussoles de l'Union européenne que sont le libéralisme économique et la dictature des marchés. Pour les Alternatifs, en partant du refus de l'actuel projet de Constitution européenne, il est possible et nécessaire de mettre à profit cette échéance pour rassembler la gauche sociale anti-libérale dans des listes communes pour une Europe sociale et démocratique, féministe et écologiste, pour une dynamique en lien avec les mobilisations sociales et la construction des Forums sociaux mondial et européen.

Pour l'autogestion,

Ces mobilisations, ces rassemblements dépendent largement de l'affirmation et de la convergence, par le débat et dans l'action, de celles et ceux qui, quel que soit leur engagement associatif, syndical ou politique dans les mobilisations et dans la construction de contre-pouvoirs, en partagent le besoin. Pour bousculer le désordre du monde, il ne suffit pas de dire, il faut en même temps commencer à faire, en mettant en commun nos intelligences et nos volontés. L'autogestion, c'est le fil conducteur des Alternatifs.

Solidarité internationale,

La construction européenne et l'urgence sociale ne doivent pas faire oublier les guerres et la misère qui ensanglantent le monde et l'importance du développement de la solidarité internationale. L'Irak et la Palestine sont naturellement au cœur du combat pour un autre monde.

La guerre de rapine et du pétrole décidée par les USA contre l'Irak est une guerre, chaque jour de plus en plus meurtrière, contre le peuple d'Irak. La venue de Bush - et de Poutine, le boucher de la Tchétchénie - en France en juin prochain doit être l'occasion de relancer le mouvement anti-guerre pour imposer le retrait d'Irak des troupes de la coalition dirigée par Bush. En Palestine, face au terrorisme d'Etat du gouvernement Sharon et à sa politique de colonisation, les Alternatifs soutiennent l'appel à l'envoi d'une force internationale d'interposition et au développement de la solidarité avec le peuple de Palestine pour isoler politiquement et économiquement le gouvernement Sharon. Ce n'est qu'à ce prix qu'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens est possible. n

Francois PRENEAU

Principe de précaution judiciaire

Il y a des trucs avec lesquels on ne rigole pas en France. Quand un intégriste zinzin explique sur quelle partie du corps on se doit de frapper son épouse ou dans quel cadre la lapidation est légitime, il a à peine refermé la bouche qu'il est déjà dans le prochain Paris-Alger. C'est que les droits des femmes, on ne mégote pas avec en France ! Une nouvelle victoire pour la démocratie !
Voire...

Petit retour en arrière

Abdelkader Bouziane, imam salafiste cheikiste¹ à Vénissieux, justifie dans une interview publiée dans l'édition d'avril de Lyon-mag la lapidation. Lyon Mag : "Vous êtes pour la lapidation des femmes ?" "Oui, car battre sa femme, c'est autorisé par le Coran, mais dans certaines conditions, notamment si la femme trompe son mari [...] Mais attention, l'homme n'a pas le droit de frapper n'importe où. Il ne doit pas frapper au visage, mais viser le bas, les jambes ou le ventre. Et il peut frapper fort, pour faire peur à sa femme, afin qu'elle ne recommence plus. [...]".

Le Figaro reprend l'info. Scandale, émois.

Les chaînes de télé diffusent le 20 avril une interview de l'intéressé expliquant où il fallait frapper les femmes, geste à l'appui : le bras, le ventre, les fesses, mais pas le visage. "car ça se voit" ajoute le journaliste de France 2.

Le ministre réagit de suite. Arrêté le jour même, on notifie à l'imam son arrêté ministériel d'expulsion (AME). Le 21, Bouziane est dans un avion pour l'Algérie.

Et pendant que son avocat plaide contre l'expulsion, tout le monde se félicite de la pugnacité de la justice française, des "représentants" de la communauté musulmane de France à Marie-George Buffet en passant par toutes les personnalités politiques qui ont l'opportunité ce jour-là de passer devant un micro.

Pourtant... Il y a dans cette expulsion quelque chose de dérangeant.

Sale affaire salafiste

Il est évident que les propos tenus par l'Imam méritaient poursuites judiciaires et condamnations. Mais cette expulsion

au pas de course non seulement n'est en rien un jugement de justice aux vertus sinon pédagogiques au moins symboliques, mais bien plus un coup médiatique, ainsi qu'une légitimation du recours aux "expulsions préventives" et une exception assumée dans la pratique du droit dans une démocratie (le cadre légal s'applique aussi en démocratie aux ennemis de la démocratie) ; et tout cela dans une certaine indifférence.

Un coup médiatique

Modifier les délais peut changer beaucoup de choses. Ainsi, dans cette affaire, au premier abord, le déroulement est rapide, tout au plus 24 heures : les rédactions découvrent, scandalisées, les propos de l'imam, décident d'en faire l'ouverture du journal du soir ; le ministre réagit de suite ; le lendemain l'imam est à Alger.

Le calendrier réel des événements est légèrement différent : l'avis d'expulsion de l'imam date de bien avant cette interview (du 26 février). Après deux mois de stagnation, tout s'accélère : Lyon Mag reçoit "un coup de téléphone étonnant, d'un cabinet ministériel qui, visiblement, se préparait à monter un coup médiatique" alors que le numéro contenant l'article est publié depuis trois semaines... mais juste avant que Le Figaro ne le relève. Les chaînes nationales relaient très rapidement l'info, et en ouverture des journaux de TF1 et France 2 du 20 avril, avec un même reportage, caméra à l'épaule, visages masqués, monté légèrement différemment suivant les chaînes². Et ces mêmes chaînes peuvent annoncer immédiatement la réaction du nouveau ministre de l'intérieur, manifestement énergique, ferme et rapide.

Des multiples expulsions d'imams cette année (une douzaine d'après Libération), c'est la première fois qu'une d'entre elles fait l'ouverture du 20 heures. Et sur deux chaînes en plus ! La couverture médiatique de l'histoire, présentant l'expulsion comme une réaction rapide à la découverte par les médias de l'odieux personnage, et l'ampleur même de la couverture fait pour le moins penser à une exploitation médiatique de l'affaire par un nouveau ministre devant s'affirmer après le passage du très médiatique Sarkozy.

Justice toujours nulle part

Le ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin a estimé que l'expulsion de l'imam de Vénissieux relevait de "l'application stricte de la loi" pour que soit respecté "l'ordre public."

Il est ... disons "troublant" de voir une personne vivant en France depuis 24 ans, avec un titre de séjour de 10 ans, avec toute sa famille en France, expulsé à la va-vite sans laisser le temps à son avocat de faire valoir ses droits (même si l'expulsion avait été décidée il y a deux mois, l'imam l'a appris lors de son arrestation) pour cause de "menace à l'ordre public".

D'après l'avocat d'Abdelkader Bouziane, M^e Mahmoud Hébia, l'arrêté d'expulsion porterait "atteinte à plusieurs libertés fondamentales", son client étant théoriquement inexpulsable³ : "Il vit en France depuis vingt-cinq ans, il a seize enfants dont quatorze sont français, toute sa famille vit en France et il n'a jamais fait l'objet d'une condamnation". C'est ce qu'a plaidé M^e Hébia alors que son client était déjà au dessus de la Méditerranée.

L'idée qu'une personne vivant depuis 24 ans en France puisse être expulsée d'une façon aussi cavalière, sans jugement sur le fond, est quand même dérangeante. Le fait que cela ne dérange pas grand monde l'est encore plus.

L'imam retiré du marché

Le recours à l'expulsion comme procédure d'urgence sans jugement n'est, hélas, pas une nouveauté. Elle a déjà eu lieu dans des cas bien plus scandaleux. Reste qu'elle a été présentée ici comme une procédure légale tout à fait classique, une sorte de "principe de précaution judiciaire". On vous renvoie à l'autre bout de la planète et ensuite, ensuite seulement, on s'interroge sur le bien-fondé des accusations. Et l'analyse faite sur TF1 - reprise sur France info et France inter - après que le tribunal administratif a suspendu l'expulsion laisse songeur : "Abdelkader Bouziane est libre de revenir en France". Après tout, ce n'est qu'un petit voyage⁴. C'est une nouvelle étape dans la banalisation d'une procédure particulièrement violente et inhumaine.

Pas sympa = pas de droits

Enfin, l'apathie générale suite à cette

Le million européen contre le nucléaire

Une pétition Européenne pour demander la sortie du nucléaire.

expulsion semble symptomatique d'une évolution inquiétante de notre société vers le modèle américain : l'universalisme des droits chahuté par des considérations morales : puisque cet imam est vraiment un monstre, alors l'exercice complet de ces droits ne lui serait pas reconnu (Sans compter que les droits d'un étranger sont déjà moindres...).

Il est frappant de voir comment la société américaine, pourtant si à cheval sur le formalisme des droits, ne s'offusque en rien de voir les barbus de Guantanamo dans une zone de non-droit complet parfaitement assumée par le gouvernement US, car ça n'a pas d'importance : il s'agit de méchants.

L'imam de Vénissieux a -toute proportion gardée- subi le même sort : dans le fond, que sa vie, sa famille, soit en France, que la seule base de son expulsion soit la retranscription de ses propos dans un journal, cela n'a pas d'importance tant ces propos sont scandaleux.

La qualité démocratique d'une justice en fonction de la personne incriminée, voilà qui n'est pas une nouveauté... mais pleinement assumé, dans l'indifférence quasi-générale, c'est autre chose...

Que ce soit la suspension de l'avis d'expulsion d'Abdelkader Bouziane ou la requête en annulation de la suspension déposée par le ministère qui ait finalement gain de cause, ça n'a que peu d'importance. Ce qui compte, c'est que le nouveau ministre soit ferme et rapide, qu'il vaut mieux expulser que guérir et que les droits des intégristes ne sont pas tout à fait les droits de l'homme en démocratie.

Quant à poursuivre sur le fond Bouziane, voilà qui intéresse bien moins... n

Colloghan

1. Pour faire simple, voire simpliste, le salafisme est un courant ultra-conservateur de l'islam divisé en Djihadistes, qui prônent l'usage de la force pour imposer le model salafiste, et Cheikistes, qui prônent le développement par l'exemplarité et suivent à la lettre les préceptes religieux de certains cheiks saoudiens.

2. Sur France 2, des propos de Bouziane, on n'a conservé que la liste des endroits où l'on "peut frapper sa femme". TF1 a gardé au montage cette précision importante, immédiatement après : "[...] ça, c'est dans la religion. Si la question était posée sur la loi, que veut dire la loi ? Ici en France, c'est interdit de frapper la femme. Alors pour moi, c'est interdit de frapper la femme".

3. Sauf à l'accuser aussi d'activités terroristes.

4. On imagine si la décision du tribunal administratif la même semaine concernant l'expulsion de Moudjahidines du peuple vers l'Iran n'avait pas été suspensive ce que cela aurait pu donner : "les cadavres sont libres de revenir en France contester cette décision".

Une cinquantaine d'organisations¹ et de mouvements appartenant à une vingtaine de pays européens ont choisi le 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pour lancer une Campagne Européenne destinée à recueillir un million de signatures contre l'énergie nucléaire. Prévue pour durer un an au maximum, son objectif est de recueillir des signatures et d'inviter d'autres organisations à se joindre à la campagne afin de convaincre tous les pays européens de prendre sans attendre les mesures suivantes :

- arrêter ou empêcher la construction de nouveaux réacteurs et installations nucléaires dans l'Union Européenne,
- lancer un plan de sortie du nucléaire au niveau de l'Union Européenne,
- investir massivement dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables,
- abroger le traité Euratom qui finance massivement le nucléaire en Europe au moyen de finances publiques.

Seules ces mesures permettront de lutter à la fois contre le péril nucléaire et contre le réchauffement climatique.

Outre cette campagne, l'urgence européenne aujourd'hui, c'est :

- le projet de construction d'un réacteur EPR de 1600MWe à Olkiluoto, sur la côte ouest de la Finlande. Aucun EPR n'a encore été construit où que ce soit. Il n'existe que sur le papier. C'est un prototype qui sera testé en Finlande en dépit des mises en garde répétées contre les problèmes de sûreté, des calculs de coûts extrêmement optimistes et du calendrier projeté.

- les projets du gouvernement russe de prolonger la licence d'exploitation du plus vieux réacteur du monde à la centrale nucléaire de Leningrad, Sosnovy Bor, de prolonger l'existence de l'unité de stockage de déchets irradiés de la centrale de Leningrad, située à moins de 100m de la mer Baltique et qui contient l'équivalent

de 40 à 50 accidents de Tchernobyl, de permettre que le transport de matières radioactives s'effectue aux ports de Ust-Luga et Vysotsk.

Une très nette majorité de citoyens européens est hostile à l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité. Parmi les 15 membres actuels (EU15), 7 ne produisent pas de nucléaire. De plus, 5 autres membres ont décidé d'abandonner le nucléaire. Parmi eux, l'Espagne dont le Premier Ministre Jose Luis Zapatero a réaffirmé le choix de son pays de sortir du nucléaire dans un discours lors de la cérémonie de sa prise de fonction à Madrid le 15 avril. Les accidents nucléaires ne respectent pas les frontières. Un accident n'importe où en Europe ou dans le reste du monde peut affecter la vie de millions d'êtres humains, et pas seulement maintenant mais jusque dans un avenir lointain.

C'est pourquoi des organisations appartenant à tous les pays d'Europe unissent leurs forces pour lutter par des moyens démocratiques contre les projets nucléaires.

NOUS NE LUTTONS PAS CONTRE DES PAYS OU CONTRE DES PRODUCTEURS D'ENERGIE, NOUS LUTTONS CONTRE L'ENERGIE NUCLEAIRE AU NOM DE LAMAJORITE DES PEUPLES D'EUROPE !

Signez la pétition sans attendre : <<http://www.atomstopp.com>>

1. Dont le Réseau " Sortir du nucléaire ", regroupant 688 organisations dont les Alternatifs (Pendant le Tour de France du réseau -cf. page suivante- des signatures seront collectées pour la pétition européenne et des manifestations seront organisées contre la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en France, ainsi que l'IPPNNW (Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire), Aktionbündnis CASTOR-Widerstand, le parti des Libéraux-Démocrates (Allemagne) - Atomstopp (Autriche)-WISE (World Information Service on Energy) (Hollande) - le parti des Verts, les opposants au nucléaire civil et militaire (Suède) - Les Femmes contre le pouvoir nucléaire, Mouvement pour la sortie du nucléaire et Les Femmes pour la Paix (Finlande)

Une catastrophe majeure (Tchernobyl a 18 ans)

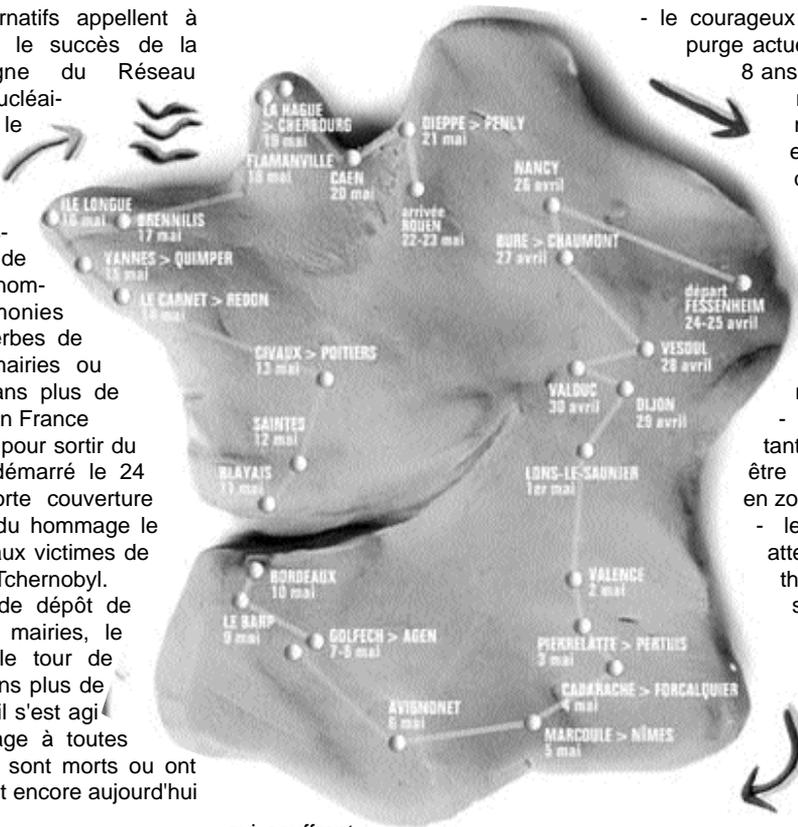
Les Alternatifs appellent à assurer le succès de la campagne du Réseau "Sortir du nucléaire" pour le

18ème anniversaire de Tchernobyl
18ème anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl : de nombreuses cérémonies avec dépôt de gerbes de fleurs devant les mairies ou les préfectures dans plus de 40 départements en France
Le tour de France pour sortir du nucléaire, qui a démarré le 24 avril avec une forte couverture médiatique, a rendu hommage le 26 avril à Nancy aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl.
Par cette action de dépôt de fleurs devant les mairies, le même jour, sur le tour de France comme dans plus de 40 départements, il s'est agi de rendre hommage à toutes celles et ceux qui sont morts ou ont souffert et souffrent encore aujourd'hui de ce désastre :

- les malheureux décédés dès les premières heures ou les premiers jours suivant le drame,
- les 800 000 " liquidateurs " qui ont contribué à stopper la catastrophe et

qui souffrent ou meurent les uns après les autres,
- les enfants, nés horriblement malformés, qui s'entassent aujourd'hui dans les orphelinats d'Ukraine et de Biélorussie,

- le courageux Pr Bandazhevski qui purge actuellement une peine de 8 ans de réclusion en Biélorussie suite à une machination. Il lui est en réalité reproché d'avoir informé les habitants des risques qu'ils courent aujourd'hui encore,
- les 400 000 habitants qui ont été contraints de quitter définitivement leur région ,
- les 8 millions d'habitants qui auraient aussi dû être évacués et qui vivent en zone contaminée.
- les citoyens français atteints de cancers de la thyroïde suite au mensonge d'Etat d'avril et mai 1986 lorsque le pouvoir français a délibérément écarté toute mesure de précaution afin de protéger le nucléaire.



Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle qu'une catastrophe nucléaire est, hélas, possible en France et appelle les citoyens à se mobiliser pour obtenir un plan de fermeture rapide de toutes les centrales nucléaires, avant qu'il soit trop tard.

Du 24 avril au 23 mai 2004, chaque jour, des manifestations, concerts, expositions, débats auront lieu devant les principaux sites nucléaires civils et militaires, mais aussi des sites d'alternatives ou des lieux historiques de mobilisation.

Le Tour de France pour sortir du nucléaire s'achève le dimanche 23 mai, mais une grande manifestation de clôture aura lieu le samedi 22 mai à 15h, place de la cathédrale, à Rouen.

Découvrez tout le programme du tour de France sur : www.sortirdunucleaire.org

Et toutes et tous le 22 mai à la manifestation de Rouen !

ABONNEMENT A ROUGE & VERT

POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

**JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS EN 2004
CHEQUE DE 40 EUROS (un an) A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT**

**MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUIVANTE:
LES ALTERNATIFS
40, RUE DE MALTE 75011 PARIS**

Première victoire des chômeurs

Les mesures convergentes contre les droits des chômeurs prises par le gouvernement et, dans le cadre de la convention UNEDIC, par le MEDEF et la CFTD, avaient provoqué un tollé de protestations et des initiatives dispersées des associations de chômeurs sans conduire à une mobilisation de masse. La victoire des 35 «recalculés» de Marseille ouvre une brèche et est porteuse d'espoir pour les 265000 autres chômeurs victimes d'une attaque d'une brutalité sans précédent contre leurs conditions d'existence, comme pour les centaines de milliers d'autres menacés à terme.

La prise de conscience grandit d'autant que ces attaques s'inscrivent dans une offensive d'ensemble visant à flexibiliser la main d'œuvre, à réduire donc les capacités de riposte des salariés.

De même, la gestion de l'UNEDIC correspond au choix de réduire le poids des cotisations, notamment patronales, en faisant payer ce choix politique au prix fort par les plus fragiles. Or, ceux-ci ne sont pas représentés en tant que tels au Conseil d'Administration de l'UNEDIC.

Si les cotisations sont augmentées les entreprises doivent être sollicitées à hauteur de leurs profits et en tenant compte des dégâts sociaux et du manque à gagner en terme de cotisations auxquels conduisent des processus de rationalisation et de modernisation per-

mettant des gains considérables de productivité mais dévoreurs d'emplois. De même le chômage de masse, conséquence des choix du capital financiarisé, est un facteur majeur du déséquilibre budgétaire de l'UNEDIC.

Les ASS. doivent être maintenues et revalorisées, et il ne serait pas acceptable que les collectivités territoriales

gérées par les formations de l'ex-gauche plurielle mettent en œuvre un R.M.A. dont les bénéficiaires seraient mis en concurrence avec les intérimaires, les travailleurs à temps partiel ... sauf que ces derniers ne seraient pas payés 2 euros de l'heure!

D'autre part, le R.M.A. ayant comme base de calcul le SMIC sans considé-

ration de qualification, comment ne pas voir le moyen de pression donné au patronat pour faire accepter, notamment aux jeunes à la recherche d'un premier emploi, un travail sous-payé et sous-qualifié? Des mesures d'urgence s'imposent et en premier lieu l'indemnisation de toutes les formes de chômage. En revendiquant une hausse coordonnée des minima sociaux et un revenu égal au SMIC, permettant à tous et toutes de vivre, avec ou sans travail, les associations de chômeurs bousculent le modèle libéral/productiviste et s'opposent frontalement aux effets de la «Refondation anti-sociale» du MEDEF, elles contribuent ainsi au débat sur un projet alternatif global posant la question du partage des richesses et du bas niveau des salaires.

Plusieurs milliers de plaintes de chômeurs sont déposées dans toute la France, la solidarité la plus large doit être mise en œuvre pour appuyer le travail des associations de chômeurs.

Leurs revendications sont au cœur d'un projet global ouvrant la voie à une contre-offensive sociale. Car un revenu de charité pour les recalés de l'employabilité n'est ni négociable ni acceptable: il accentuerait la misère et fragiliserait des pans entiers du salariat. Un projet d'émancipation et de transformation sociale ne peut être porté que par l'alliance étroite des salariés, «garantis» ou précaires, et chômeurs. n

Communiqué d'AC! - Agir ensemble contre le Chômage !

Système d'indemnisation Unedic :

Les comptes ne sont pas bons !

La victoire des 35 recalculés de Marseille est porteuse de grands espoirs pour les centaines de milliers de chômeurs. Maintenant, le retrait de l'agrément de février 2003 est fort attendu. Dénoncé comme injuste, inique, manifestation d'une violence économique et sociale inadmissible, le recalcul des allocations est remis en cause par une grande partie du monde syndical, politique et une majorité des salariés-es, tous ceux qui ont compris que l'arme du chômage est utilisée tant pour flexibiliser la main d'œuvre que pour maintenir les chômeurs sous l'aiguillon du besoin.

Les comptes ne sont pas bons !

Une refonte du système est urgente et nécessaire. Le déficit de l'Unedic pour l'essentiel n'est qu'artificiellement comptable. Un trou creusé par ceux-là mêmes (le MEDEF et ses alliés "syndicaux") qui aujourd'hui font semblant de s'effrayer de l'ampleur des dégâts. D'après le Tribunal de Grande Instance de Marseille, le résultat financier du régime d'assurance chômage était excédentaire de 1,3 milliard en 2000 - et aurait été de l'ordre de 220 millions en 2001 - lorsque la nouvelle convention a réduit volontairement les cotisations patronales et salariales constituant ces recettes. Le déficit actuel du régime résulte donc d'un acte volontaire que l'on ne peut qualifier d'imprévisible.

Les responsables doivent être les premiers payeurs : depuis des années, le gonflement des profits se fait au détriment des chômeurs et est alimenté par une restriction salariale généralisée. Si les cotisations doivent être augmentées, les entreprises doivent être contributrices à la mesure de leurs moyens et de leur capacité à dégager des profits. Les plus-values financières empochées doivent également être considérées. Les banques qui perçoivent

les intérêts sur la dette de l'Unedic (près de 7 milliards) encaissent les bénéfices "collatéraux" qui réjouissent les amis banquiers du Medef.

Les A.S.S. doivent être maintenues et revalorisées.

Les propos tenus par Monsieur Chirac le 1er avril 2004 doivent être mis en œuvre dans les plus brefs délais. Plus généralement, l'Etat ne peut rester indifférent aux négociations des "partenaires sociaux". A l'occasion du bureau exceptionnel de l'UNEDIC, il nous faut dire de nouveau une exigence ancienne : les chômeurs doivent être représentés de droit au Conseil d'Administration de l'Unedic.

Avec les mesures d'urgence impératives - indemnisation de toutes les formes de chômage, le Smic pour toutes et tous avec ou sans emploi - à moyen terme, il faut mettre au fond du débat public les questions d'économie générale. Comment faire pour que les gains de productivité, l'enrichissement de nos économies soient bénéfiques pour toutes et tous ?

Le partage des richesses articulé à une réduction du temps de travail est la seule solution politiquement supportable.

Plusieurs milliers de plaintes sont déposées dans toute la France, ne restez pas seul-e, rejoignez-nous pour faire valoir vos droits !

- Samedi 1er mai, le cortège des recalculés, chômeurs, travailleurs précaires ... prendra une ampleur particulière.

- Mardi 11 mai, le Tribunal de Grande Instance de Paris rendra public son jugement concernant plusieurs dizaines de chômeurs. Rassemblement devant le Palais de Justice, Métro Cité à 13 h.

Tous les lundis, à 14 h, réunion d'information collective à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'eau, 75010 Paris, M° République. n

Sur l'échec américain en Irak

Dans ce qui se produit actuellement en Irak, il existe deux phénomènes qu'on peut aisément expliquer et deux autres qui laissent très perplexes.

Peut être aisément expliquée la stratégie américaine, si nous la replaçons dans le cadre général du nouveau régime de guerre.

Guerre en Afghanistan et guerre en Irak sont complémentaires. On peut très aisément comprendre pourquoi Bush et ses conseillers ont donné la priorité à la guerre en Irak, plutôt qu'à l'engagement complet de la lutte contre Ben Laden et le réseau Al-Qaïda. Ce dernier, largement engendré par les Etats-Unis eux-mêmes, représente certes une sérieuse épine dans le pied, mais, outre son utilité pratique pour activer le dogme du "terrorisme international", on ne pouvait pas sérieusement s'attendre à ce qu'une puissance politico-économico-militaire telle que les Etats-Unis fasse, de la lutte contre ce réseau, le centre de sa politique stratégique mondiale.

Par contre, un ensemble de raisons convergeait pour expliquer l'attaque contre l'Irak et la mise en avant de la théorie de l'Axe du Mal (plaçant Iran, Syrie, Corée du Sud en danger d'une prochaine guerre).

Peut être aisément expliqué aussi l'échec prévisible des Etats-Unis dans cette guerre. La probabilité qu'une solution à l'afghane puisse marcher en Irak était quasi-nulle. Qu'aurait voulu dire une victoire américaine ? En aucun cas une occupation politique prolongée du territoire de l'Irak, ni même une présence prolongée importante de troupes américaines, faits qui sont totalement à l'opposé de la stratégie des néo-conservateurs.

Elle aurait voulu dire :

- imposition, à la manière afghane, d'un gouvernement local, légalement indépendant, mais fortement lié (inféodé selon l'ancien vocabulaire) à l'administration américaine;

- création d'une armée et d'une police locale, encadrées par les militaires américains, et, de facto, intégrable dans la stratégie géo-militaire américaine,

- octroi de bases militaires,

- et, bien sûr, une main-mise économique et financière, grâce à l'imposition de contrats qui leur soient unilatéralement favorables.

Or les Etats-Unis sont partis pour perdre sur tous les tableaux. Ou, pour le moins, sur les deux premiers. Encore une fois,

la possibilité d'imposer une solution à l'afghane était quasi-nulle, sauf à méconnaître radicalement l'histoire, la société, les forces politiques et religieuses en Irak.

D'où les deux phénomènes difficiles à expliquer.

D'abord pourquoi le gouvernement américain s'est-il engagé dans une guerre qu'il avait de fortes probabilités de perdre ?

A cette première interrogation, on peut fournir bien des réponses de type culturel : culture américaine typique, méconnaissance des cultures étrangères à la culture américaine, absence d'expérience coloniale, mépris raciste des autres peuples et croyance dans la toute-puissance de la force pure, etc. Sans négliger la validité de ces explications, elles ne me semblent pas assez convaincantes.

J'ai tendance à penser que c'est de l'intérieur même de la stratégie des néo-conservateurs américains, et, plus largement, de la menée du nouveau régime de guerre, qu'il faut saisir l'existence d'une sorte d'angle mort, d'une incapacité coextensive à cette stratégie à ne pas percevoir et anticiper les facteurs de défaite. Toutes parts égales par ailleurs, il existe, dans l'échec américain, quelque chose de semblable à celui du gouvernement Raffarin : une incompréhension fondamentale des ressorts et raisons qui font qu'une forte résistance s'éveille et se construit face à eux. Pour reprendre la thèse que j'ai avancée, le régime sécuritaire de contrôle s'est avéré incapable de comprendre les ressorts des puissances émancipatrices contre lesquelles il lutte, et surtout leur force propre, leurs modalités de manifestation. Mais il existe une seconde interrogation : où va l'Irak ?

Il y a encore peu de temps, je croyais le savoir. Il semblait évident que les Chiites, dit modérés, incarnés par Sistani, gagneraient : il leur suffisait d'attendre pour tirer les marrons du feu. La fameuse politique du singe. Attendre que les autres s'entredéchirent militairement et en profiter pour étendre leur influence souterraine et populaire dans le pays, comme savent si bien le faire les mouvements religieux actifs. Bien entendu, pour qui connaît un tant soit peu le Chiisme, le terme de "Chiites modérés" est à considérer avec un certain humour jaune. Sistani n'a jamais caché qu'il était pour l'imposition d'un régime islamiste,

donnant à la loi de l'Islam le primat sur toutes les autres lois. J'ignore si on peut le faire entrer dans le mouvement dit des "réformateurs" iraniens, mouvement authentique et profond, qui déborde largement l'encadrement religieux chiite, mais j'en doute fort; rien ne le laisse penser. On peut simplement penser à un Chiisme tempéré, se démarquant de l'extrémisme de Sadr. Toutes les religions, surtout encadrées sous forme d'une institution théologique de pouvoir politico-moral et de discipline stricte, comme l'est le chiisme (à la différence du sunnisme), connaissent leurs variations internes. Je pensais qu'un accord de partage du territoire pourrait être trouvé entre Kurdes et autorités religieuses chiites, les sunnites croyants et les nombreux laïques ne pouvant qu'assumer une situation durable de faiblesse et d'oppression spécifique. Or les évolutions les plus récentes bouleversent ce schéma. Une des probabilités qui commencent d'apparaître est un chaos durable ou un coup de force (qui ne pourrait être que d'origine chiite religieuse désormais), installant, en Irak, une situation durable de guerre civile, avec ou sans américains. L'armement généralisé de toutes les composantes de la population en est un indice. La multiplication des groupes armés un autre. Il est presque amusant de voir les milices chiites de Sadr découvrir la faiblesse de leur armement et de leur instruction militaire et demander l'aide de leurs (temporaires) frères sunnites. Nul doute qu'ils sont en train d'apprendre. Est-ce que la politique du singe de Sistani pourra résister face aux enchaînements actuels ? Je ne sais pas. Cela me semble la question la plus sérieuse, malheureusement.

Au fond, le choix se résume à ceci : une dictature religieuse douce ou forte, sur fond de chaos durable. S'il y a des élections, la dictature douce de Sistani pourra, au moins institutionnellement, s'installer, mais avec un primat de la loi islamique. Mais je doute actuellement que ces élections arrêtent la guerre civile.

Les Américains se chargent, ou tentent de se charger d'affaiblir militairement (et corporellement) les forces sunnites, et en particulier les forces les plus laïques, parce que liées à Saddam Hussein, tout en étant obligés de se défendre de tous côtés. Le doute et la confusion se sont à ce point installés chez eux que les voilà se demandant s'ils ne devraient pas s'appuyer, au contraire, sur les forces de l'ancien parti Baas pour établir un mini-

mum d'infrastructure militaire locale. En Irak, la politique américaine a attisé les foyers religieux et complètement étouffé les forces laïques (sinon athées). On commence d'ailleurs à mieux percevoir, sinon l'identité, du moins l'homologie forte de comportement du gouvernement américain et israélien dans leur pratique de l'occupation (rappelons que les deux principaux conseillers de Bush, Perle et Wolfowitz, sont passés par un engagement personnel avec le sionisme israélien le plus radical) : tous deux pratiquent la politique de la force pure, de l'occupation et de la terre brûlée, le droit n'étant respecté que s'il enterme les acquis de la force militaire. Bien des méthodes d'occupation américaines reprennent celles rodées en Palestine. Tous deux ont engendré une radicalisation islamiste au sein de la résistance (il n'y a pas encore longtemps, le gouvernement israélien ménageait explicitement le Hamas, en faisant du laïc Arafat son ennemi principal), mais avec deux très grosses différences près : l'armée israélienne s'est développée et hypertrophiée pour durer

localement et sur une période indéfinie, alors que la présence militaire américaine ne devait pas se prolonger au-delà d'une durée raisonnable, et la possibilité d'établir un apartheid à la "sud-africaine" n'a strictement aucun sens en Irak. L'armée américaine ne dispose, dans le pays, d'aucune base arrière politique et populationnelle (surtout pas depuis le fiasco de son attitude à l'égard des forces religieuses chiites). Elle ne peut même pas aller jusqu'au bout dans son appui au séparatisme kurde. Stratégiquement, l'administration américaine applique désormais une politique qui va à l'inverse de sa doctrine de base et la paralyse.

L'hypothèse d'une réconciliation entre forces irakiennes, contre les américains, est très fragile.

Il est probable que cette réconciliation restera circonstantielle. Bref : il me semble que nous vivons un moment d'incertitude inédit. L'occupant a totalement perdu le cap de sa propre politique, sans pouvoir se désengager. Le seul aspect

réellement positif dans cette affaire, outre la remarquable résistance du peuple irakien - car un peuple vit toujours derrière les forces instituées -, est l'enlisement de l'armée et de la politique américaines, bloquant du même coup leurs prétentions à, sinon attaquer tout de suite, du moins intimider l'Iran et la Syrie, comme ils l'ont fait sans vergogne aussitôt après la prise de Bagdad. Pour le franco-iranien que je suis, c'est plutôt une bonne nouvelle, la mauvaise étant que l'encerclement de l'Iran par des forces américaines ou liées à elles a, par ses effets, inversé, temporairement, le cours ascendant du formidable courant "réformateur" qui était (est) en train de se développer (bien au-delà de sa représentation chiite à la tête de l'Etat) et qui représente l'un des grands espoirs, politique, intellectuel, culturel, pour l'avenir de la région. n

Philippe ZARIFIAN

OGM :

De la faux et de la fourchette, on les élimine le 8 mai

OGM : après les avancées récentes, la mobilisation se poursuit ; La journée du 8 mai sera marquée par de nombreuses manifestations urbaines et campagnardes avec notamment plusieurs actions des faucheurs volontaires ; soyez à l'écoute des collectifs locaux pour plus d'info. Cette journée doit être un point fort dans la suite de la semaine qui vient de s'achever le 25 avril qui a été riche en événements, dont certains très positifs :

- le procès des 3 premiers faucheurs d'OGM, en 97, " les 3 de St Georges ", a permis une fois de plus, après ceux de Valence, de Grenoble, de contester fortement, dans le prétoire, les rues et les salles de Vienne, les choix que l'agro-business veut imposer. S'il faut attendre jusqu'au 21 mai pour connaître le jugement on peut noter que le procureur a seulement demandé une amende amnistiable de 800 € par accusé. Le procès a aussi donné lieu à une bonne couverture de presse (par ex, le Monde du 25/26 avril), en résonance avec la contestation et avec les autres éléments de l'actualité.

La presse fait aussi écho à la contestation de plus en plus forte vis à vis des procédures d'évaluation, incomplètes d'un point de vue scientifique et opaques

d'un point de vue démocratique. Ces contestations prennent d'autant plus d'importance qu'elles renvoient à la situation extrêmement floue de la réglementation au niveau communautaire et très différente selon les pays membres. De plus elles s'inscrivent aussi dans les mouvements récents concernant la recherche.

L'obligation européenne, à partir du 18 avril, de l'étiquetage de tous les produits contenant plus de 0,9 % de produits issus de culture OGM (0,5 % s'il s'agit d'une production sans autorisation d'OGM), s'impose désormais à tous. Cette réglementation est extrêmement ambiguë dans sa nature (les produits animaux ne sont pas visés) et incertaine quant à ses effets, sauf de faciliter la levée du moratoire. Elle constitue une pression supplémentaire pour la banalisation des OGM. Pour l'instant, il y a peu de chances, sauf en cas de dumping, que les produits OGM soient compétitifs en termes de prix à la consommation. On peut donc espérer que les consommateurs continueront de résister et appliqueront le mot d'ordre de boycott de GRENPEACE.

Ces évolutions réglementaires et les différentes actions ne doivent pas faire oublier qu'au-delà des risques environ-

nementaux et médicaux la question des OGM est de nature très politique et cela sous 3 aspects au moins. Le développement des OGM, pour les pays qui les ont abondamment adoptés (USA, Argentine, Canada) et pour ceux qui se préparent à les utiliser abondamment (Inde, Chine, Brésil) et peut-être pour l'Europe, entraîne une véritable révolution dans les processus de production et dans le pouvoir de quelques firmes. Ainsi un des aspects très importants de la lutte anti-OGM est de constituer une véritable lutte anticapitaliste.

Cette lutte amène d'ailleurs à une très intéressante prise de conscience et contestation des modes de décision et des orientations des formes de développement. Cette prise de conscience s'accompagne aussi de remise en cause des orientations de la recherche, des rapports du public et du privé, du rôle de l'expertise, ...

Ainsi la question des OGM débouche, comme celle de l'énergie et d'autres, sur la question de la démocratisation des choix technologiques et économiques à long terme et des rapports entre le marché et le politique.

A suivre.

n

Michel BUISSON

Les "populismes" en Europe :

bonnes nouvelles de Vienne

La randonnée au Tyrol redevient politiquement correcte: en effet, en Autriche, le candidat social-démocrate, Heinz Fischer, vient d'être élu Président au suffrage universel. Il obtient 52,4% des suffrages face à Benita Ferrero-Waldner, candidate chrétienne-démocrate (ÖVP) ayant bénéficié en fin de campagne du soutien de Jörg Haider. Les pouvoirs du Président sont très limités, mais ce résultat confirme l'affaiblissement des positions de la droite «populiste» (FPÖ) et le retour à une polarisation classique entre les «rouges» (sociaux-démocrates) et les «noirs» (centre-droit démocrate-chrétien). Le débat sur l'hypothèse du retour à une «grande coalition» entre sociaux et chrétiens-démocrates est relancé, et le FPÖ tend à être recadré dans son rôle traditionnel de parti charnière et non de parti extrémiste, comme en témoigne la coalition nouée récemment en Carinthie entre Jörg Haider et les sociaux-démocrates de ce Land. Un résultat qui incite à revenir sur les «populismes» en Europe, leur montée depuis une dizaine d'années, mais aussi leurs difficultés actuelles. La montée des formations et courants «populistes» au cours de années 90 a accompagné plusieurs phénomènes majeurs:

- **perte de sens de l'affrontement gauche-droite** en raison de l'alignement des formations social-démocrates sur une gestion du libéralisme visant au mieux à en limiter les effets les plus désastreux
- **crise en profondeur du politique**
- **déconstruction de l'Etat-Providence** et insécurité sociale pour des secteurs toujours plus importants des couches populaires
- **inquiétudes face à la mondialisation** et tentation, dans un monde où tout change et où les statuts sociaux sont remis en cause, de (re)construire des identités individuelles et collectives régressives. Dans une telle situation, les «populismes» ont développé leur influence à partir des thématiques suivantes, dans des combinaisons variables selon les pays :
- **démagogie sécuritaire**, qui combine la dénonciation des atteintes aux biens et aux personnes et, le cas échéant, l'insécurité sociale, en établissant dans tous les cas une corrélation systématique entre insécurité et présence des étrangers

- **démagogie xénophobe** agitant les menaces pesant sur l'emploi des «nationaux» (en exonérant le capital), la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires et un racisme plus ou moins ouvertement assumé

- **démagogie et contradictions sur les terrains économique et social:**

- **antifiscalisme**, exaltation de l'initiative individuelle face à l'Etat et défense de l'emploi axée sur la préférence nationale ou régionale.

- **anti-intellectualisme** qui en appelle à un «bon sens» se situant à l'opposé de tout débat démocratique

- **dénonciation de l'affairisme et de la corruption** des «élites politiques»

- **exaltation de (re)constructions communautaires** répondant à la nécessité, vitale pour les courants «populistes», de déplacer les affrontement du terrain social au terrain «identitaire».

L'acceptation par les mouvements «populistes» de la logique électorale leur a permis d'engranger des succès substantiels ces dernières années. Leur avancée a cependant buté sur plusieurs obstacles

- **l'inconsistance de leur personnel politique** et leur faible construction organisationnelle (entre autres en Allemagne pour les Républicains, ou aux Pays-Bas)

- **la faiblesse, au-delà du «coup de gueule», de leurs propositions**

- **le retour de la social-démocratie dans l'opposition**, qui les prive d'une fonction temporaire d'exutoire de l'exaspération d'une partie des exploités (Autriche)

- **la reprise de certains éléments de leur programme par les droites classiques:** libéralisme de combat, ou xénophobie latente, dans la limite cependant de la nécessité, pour le capital, de disposer d'une main d'oeuvre bon marché et peu protégée (Italie).

La théorisation, dont furent parfois porteurs, avec d'autres, les Alternatifs, d'une nouvelle phase politique qui se serait traduite par des formules stables d'alliance entre les droites européennes et les formations «populistes» était donc par trop mécaniste. En revanche un des effets les plus négatifs de la montée de ces courants a été de briser un peu plus les solidarités populaires, d'accroître les contradictions

entre exploité-e-s, la remobilisation sociale étant, a-contrario, par exemple en France ces derniers mois, un facteur permettant de faire reculer leur influence au sein des couches populaires. Une analyse sommaire des réalités nationales et régionales fait apparaître des tendances très disparates.

En Allemagne, la seule formation structurée est le NPD, qui se situe clairement sur le terrain d'un nationalisme-révolutionnaire dans la lignée fasciste. En témoigne un discours politique reposant au moins autant sur la dénonciation de la politique de démontage social pratiquée par le gouvernement rose-vert que sur la xénophobie, ou un anti-antiaméricanisme (politique autant que culturel) virulent. Le développement de ce parti s'effectue principalement dans la jeunesse en liaison avec des groupes informels, parfois violents, de la scène skin. La vigilance antifasciste de la société allemande reste forte, il n'en conviendra pas moins d'analyser les résultats du NPD aux élections européennes et au Bundestag, notamment en raison du potentiel de développement dont il peut disposer chez les plus jeunes et en milieu populaire. **Le Vlaams Blok** peut présenter quelques points communs avec le NPD, notamment par la violence de ses positions xénophobes, mais reste marqué par son ancrage régional dans la tradition nationaliste flamande d'extrême-droite, ancrage qui peut le rapprocher de certaines composantes régionalistes droitières combinant dimension identitaire et égoïsme sacré de populations à haut niveau de vie (Alsace d'abord, ligues du nord de l'Italie).

Si l'on met à part le Front National en France, les autres formations «populistes» sont plus fragiles, et semblent plus des symptômes de phénomènes conjoncturels (crainte des migrations intra-européennes liées à l'élargissement de l'Union) ou à contre-emploi de colères sociales liées à la rupture des formations de gauche classique avec leur fonction historique de représentation des exploités et de construction de solidarités et de protections sociales. En dernière instance, c'est l'offensive contre la désagrégation sociale conduite par les forces du capital qui fera reculer durablement la tentation «populiste».

n

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Toutes et tous à l'Université d'été des Alternatifs

Après un printemps 2004 placé sous le signe des urnes et qui a contribué à déstabiliser la droite, l'université d'été des Alternatifs sera un moment privilégié de réflexion à l'orée d'une période de trois ans sans échéances électorales.

Elle se déroulera du jeudi 26 août au dimanche 30 août à Sené près du Golfe du Morbihan et à proximité de Vannes.

Plusieurs modes d'hébergements sont proposés (hôtels, centre de loisirs, chez l'habitant et camping), le réseau jeune des Alternatifs organisera un campement alternatif, une restauration collective et de qualité, en liaison avec des agriculteurs locaux non productivistes, est prévue

Le thème central choisi pour cette Université est au cœur du projet des Alternatifs, puisqu'il porte sur **l'actualité des idées et des pratiques autogestionnaires.**

Il sera fait appel à la fois à des acteurs des luttes et initiatives (syndicalistes, animateurs de SCOOP, pratiques de désobéissance civile non-violente, critique du spectacle médiatique...) et à des intervenant-e-s militants-experts

de divers horizons, membres des Alternatifs (la commission autogestion des Alternatifs qui travaille notamment sur les perspectives autogestionnaires, le groupe de réflexion " révolution lente ", les commissions du mouvement, les fédérations...) ou non-adhérent-e-s, en mesure d'éclairer les enjeux et perspectives d'une démarche autogestionnaire dans toutes ses dimensions, de la réponse aux stratégies des grands groupes économiques aux pratiques de rupture au quotidien. L'université d'été vise à combiner moments de formation, de rencontre et d'échange, ateliers thématiques, séances plénières, spectacle vivant, utilisation de supports audiovisuels.....

Des séances à la carte pourront être proposées, en particulier par les commissions (femmes, agriculture, jeunes...) du mouvement.

Les fédérations sont invitées à participer à un lieu d'échange présentant les nombreuses publications et autres supports élaborés en régions, et à proposer le cas échéant des temps de présentation d'initiatives significati-

ves.(comme par exemple le forum social transfrontalier du Rhin Supérieur).

L'université d'été est un moment précieux de rencontre entre militant-e-s de différentes régions et secteurs d'activité : les nombreux contacts pris avec les Alternatifs depuis un an le renforcent rapidement de certaines fédérations, doivent nous inciter à l'ouvrir de manière beaucoup plus volontariste que les années précédentes.

Les nouveaux adhérent-e-s et sympathisant-e-s doivent être systématiquement informés et leur participation sollicitée : la diversité des modes d'hébergement permet de garantir des tarifs très raisonnables.

Auto-formation, conférences, convivialité, échanges informels, mais aussi réflexion sur les perspectives de développement de la gauche autogestionnaire, alternative, sociale, écologiste et féministe, tels sont les ambitions de cette Université.

Rendez-vous donc dans le Morbihan fin août.

n
JJB

Bulletin d'inscription

Nom : Prénom :
 Adresse postale :

 Adresse électronique :

Quatre options (base : nuits des 26, 27 et 28 août , 3 petits déjeuners, 6 repas)
MERCI DE PRÉCISER L'OPTION CHOISIE

- OPTION 1 HEBERGEMENT EN HOTEL 200 euros
- OPTION2 HEBERGEMENT COLLECTIF (chambres communes) 150 euros
- OPTION 3 CAMPING (emplacement sur le site) 100 euros
- OPTION 4 militant-e-s de la région non hébergé-e-s (6 repas seulement) ... 50 euros

Les chèques doivent être établis à l'ordre d'A.F. Alternatifs
 Bulletin et chèque à envoyer à ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE
 40, rue de Malte 75011 Paris

La faiblesse des revenus ne doit pas conduire à la non-participation à la politique. Un tarif préférentiel sera donc mis en place pour les personnes (chômeurs et précaires, jeunes en formation...) disposant de faibles revenus.

De même, et aussi dans un souci écologique bien compris, les fédérations sont invitées à mettre en place des systèmes de covoiturage, et chaque fois que nécessaire de participer aux frais de transport des camarades et ami-e-s les moins fortunés .

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE DE 15000€ A L'OCCASION DES ELECTIONS CANTONALES, REGIONALES ET EUROPEENNES

La participation de notre mouvement aux échéances électorales des prochains mois représente une charge financière importante alors même que notre trésorerie n'est pas au beau fixe.

Pour que nous puissions aborder cette période dans les meilleures conditions possibles, tout en poursuivant notre intervention sur les terrains sociaux, la coordination générale des 7 & 8 Février a lancé une souscription nationale à hauteur de 15000 euros.

Pour que puissent être défendues pendant ces trois campagnes électorales nos idées émancipatrices: **SOLIDARITE, ECOLOGIE, FEMINISME, AUTOGESTION**

Nous faisons appel à nos camarades, à nos ami-e-s, aux ami-e-s de nos ami-e-s.

Chèques donnant droit à une déduction fiscale de 60 % à l'ordre de l'Association de Financement des Alternatifs et à nous adresser au 40 rue de Malte 75011 Paris.



Les alternatifs, 40 rue de malte 75011 Paris
tél 0143 57 64 50 <http://www.alternatifs.org>
contacts@alternatifs.org

autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais **une révolution longue** s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et **un projet autogestionnaire** qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Ecologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux

Pour une gauche alternative, pour une nouvelle société, égalitaire, féministe, écologiste et

énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps. **L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.**

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir. Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste.



Rouge&vert, le journal des Alternatifs

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org
Commission paritaire n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961
Directeur de publication : J.J. Boisla-

roussie, Coordination et maquette : M.Colloghan
Ont collaboré à ce numéro : R.Bernheim, J.J. Boislaroussie, M.Buisson, M. Colloghan, F.Préneau, P.Zarifian,

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs). SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland Mérieux
imprimé par ExpressionsII : 01 43 70 80 96